

rations et pour le retrait des troupes d'occupation de tous les pays, même ceux occupés par l'Armée Rouge.

3. — Le maintien des troupes d'occupation dans les divers pays, soit par la volonté de la classe bourgeoise, soit par la violence des impérialistes et de la bureaucratie soviétique ne crée pas une question nationale.

h) Quelques observations sur la résolution du S. E. par la majorité du P. C. I. (Lutte ouvrière, 4-3-1946)

Malgré les divergences partielles qui se présentent entre le S. E. et notre parti, nous considérons que la contribution du S. E. au développement de notre mouvement en Grèce est incontestable et d'une importance exceptionnelle.

Le B. P. de notre parti salue avec un enthousiasme particulier la résolution du S. E. se rapportant à l'unification des forces qui se réclament de la IV^e Internationale dans notre pays. L'approbation de la résolution pour l'unification, prise en septembre, et les bases absolument justes et admissibles de cette approbation, qui correspondent pleinement à l'accord de septembre sur l'unité, démolissent définitivement les tendances anti-unitaires, scissionnistes et réellement sectaires de la minorité de notre parti. Notre parti, fier de la mission historique qu'il se chargea d'accomplir, se mettra en tête, avec tous les camarades qui sont pour l'unification, de la concentration des forces de la IV^e Internationale dans notre pays et marchera immédiatement et résolument vers la création de la section unifiée de la IV^e Internationale, laquelle, écrasant définitivement le sectarisme, ouvrira largement le chemin vers la conquête des grandes couches opprimées de la Grèce.

1. — Le B. P. du P. O. I. publie la résolution du S. E., d'accord avec son ordre relatif. A cette occasion, le B. P., fidèle aux principes du centralisme démocratique, proclame sa décision d'appliquer la discipline internationale et de frapper toute manifestation contre la discipline dans notre mouvement.

2. — Le B. P. constate que le S. E. n'est pas encore suffisamment renseigné sur la situation du mouvement prolétarien grec, comme ceci est prouvé par les différentes inexactitudes contenues dans sa résolution, et considère qu'il est de son devoir de renseigner le S. E. et le mouvement ouvrier mondial sur les événements de notre pays, par le moyen de son expérience sanglante. Le B. P., de plus, ne peut pas justifier la hâte avec laquelle le S. E. a agi, sans avoir les rapports de toutes les tendances de notre mouvement et sans attendre les articles préparatoires au Congrès.

Le B. P. estime aussi que le S. E. ne devrait pas se contenter du seul rapport de la minorité de notre parti, qui lui a été transmis en fraude et contre les règles organisationnelles.

3. — C'est à tort que la politique de la « Lutte ouvrière » y est jugée depuis 1943. La « Lutte ouvrière » et notre parti existent depuis 1945, le printemps de 1945. Pour que les positions politiques des tendances antérieures soient jugées, il faut qu'on leur demande des documents et des rapports. Notre parti n'est responsable que de la politique qu'il a suivie depuis sa fondation, au printemps de 1945.

4. — Il n'est pas correct de dire que nous confondons le mouvement de masses contenu dans la Résistance et sa direction stalinienne. Nous n'avons jamais confondu ces deux choses. Nous avons considéré que ces masses étaient entraînées par la direction stalino-bourgeoise du mouvement de Résistance et notre tactique visait à les arracher à cette influence par le moyen de notre lutte révolutionnaire irrécyclable. Nous nous sommes toujours efforcés d'influencer la base de l'EAM-ELAS et de la faire entrer sur la scène politique comme un facteur indépendant de classe.

Sans surestimer le niveau de conscience de ces masses et sans ignorer leur confusion et leur empoisonnement nationaliste nous avons toujours correctement estimé leurs tendances anticapitalistes et leur dynamisme révolutionnaire.

5. — Nos divergences avec le S. E. commencent avec l'estimation de la situation. Le S. E. a surestimé l'étendue et le rythme de la montée révolutionnaire à l'échelle internationale. Il a surestimé le niveau de conscience des masses participant au mouvement de Résistance, en sous-estimant leur confusion et leurs illusions. Il ne calcula pas justement la faiblesse du facteur subjectif. Et il semble avoir méconnu l'étendue du rôle de frein réactionnaire de la bureaucratie soviétique stalinienne et du stalinisme mondial, l'étendue du rôle réactionnaire des mouvements de Résistance, indépendamment du fait que des larges couches opprimées en ont été influencées. Les décisions du S. E. de janvier 1945 découlent d'une manière caractéristique de ces estimations erronées.

4. — Le prolétariat grec lutte contre sa propre bourgeoisie et son gouvernement, pour ses revendications économiques, politiques et démocratiques parmi lesquelles se trouve le retrait des troupes d'occupation sur la base de la fraternisation avec les soldats de l'occupation et de leur conquête à la lutte pour la révolution prolétarienne, sans mener une lutte spéciale pour leur retrait.

6. — En partant de ces surestimations relatives au rapport des forces et au rythme de l'évolution, le S. E. fixa fatalement la plus grande partie de son attention aux mouvements de Résistance, et, en méconnaissant les causes exactes de leur création, la composition sociale des groupes de partisans, leur direction stalinienne, petite bourgeoise et bourgeoise, le programme sur lequel ils ont été fondés, il a été jusqu'à attendre que ces petites armées puissent jouer un rôle sérieux au profit de la révolution prolétarienne.

Pour notre part, nous croyons que, dans le but du développement du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les conditions de la guerre, il aurait fallu que notre action et nos mots d'ordre soient orientés simplement vers l'arrachement des organisations de la Résistance de tous les opprimés qui s'y trouvaient entraînés.

7. — Notre tactique envers les mouvements de Résistance, déterminée strictement par notre lutte révolutionnaire inflexible contre la guerre et par la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, par le moyen de la fraternisation révolutionnaire contre « notre propre » bourgeoisie et contre les deux camps impérialistes, notre tactique doit toujours partir du caractère militaire, nationaliste et réactionnaire des mouvements de Résistance, lequel, comme dit justement la Conférence de Février, ne change pas du fait de leur transformation en mouvement de masse. Cette transformation impose à notre agitation, à notre propagande et à notre action une série d'objectifs. Mais dans la mesure où les groupes de partisans perdent leur caractère spontané et non organisé et entrent sous le contrôle de l'« union nationale » avec toutes ses variations, notre participation à ces groupes, même sous la forme de la fraction clandestine, est inadmissible.

Dans notre pays, aucune tendance trotskiste n'a soutenu la position de l'entrée comme fraction dans l'EAM-ELAS (quelques archi-marxistes qui ont soutenu de pareilles positions sont définitivement entrés au P. C.). L'expérience du mouvement grec ne nous permet pas de changer de position sur cette question historique.

8. — Le S. E. se trouve évidemment en dehors de toute réalité, lorsqu'il soutient que pendant décembre 1944 la lutte des masses — il s'agit du même ELAS — se développa par la force de la logique interne et se transforma en une lutte révolutionnaire contre l'ensemble de la bourgeoisie nationale et l'impérialisme étranger et posa clairement la question du pouvoir. La vérité est que l'ELAS ayant en tête la direction stalinienne et bourgeoise lutta pour un gouvernement « d'union nationale », pour l'instauration de la Régence, pour la participation à l'armée bourgeoise, pour la reconstruction de l'Etat bourgeois, pour la continuation de la guerre, pour la reconnaissance du mouvement de Résistance et sans la moindre revendication de classe.

Ce serait une surestimation évidente de la situation que de considérer les tendances anticapitalistes des masses arrivées à un tel niveau d'évolution que l'on puisse dire qu'elles se sont déjà transformées en lutte pour la prise du pouvoir et le renversement du régime social.

Le S. E., qui considère que la trahison du P. C. se trouve dans son orientation vers une coalition gouvernementale avec les partis bourgeois, peut-il ignorer que c'était cette orientation traître avec tout le programme mentionné ci-dessus qui déterminait l'intervention de l'ELAS dès le premier moment des événements de décembre ? Comment pourrait-on, par conséquent, soutenir un tel effort réactionnaire ?

Le S. E. méconnaît l'importance décisive de l'attitude de la direction de l'ELAS pour l'élimination et l'étouffement de toute initiative de classe des masses comme aussi les causes profondes de l'assassinat des révolutionnaires. La seule position juste pendant les événements de décembre était la lutte pour l'intervention indépendante des masses pour leurs propres revendications contre l'ensemble de la bourgeoisie et de l'impérialisme anglais.

9. — En caractérisant le mouvement de Résistance qu'il critique, le S. E. ne se différencie pas de la même caractéristique qu'a donnée la Conférence de février. « L'attitude des bolche-